

[Texte]

Il ne faut pas oublier que le gouvernement national, pour les neuf autres provinces, c'est le gouvernement fédéral. Alors, si on transforme ce gouvernement-là en *post office*, comme le dit M. Rae, on ne peut évidemment plus dire qu'il s'agit d'un gouvernement national.

Un pays a besoin d'avoir un gouvernement national justement pour avoir un leadership. D'après moi, les neuf autres provinces ont besoin d'un degré de centralisation assez fort au Canada. Or, il semble bien que les Québécois ne soient pas d'accord à ce que ces pouvoirs soient détenus par le niveau fédéral; ils désirent qu'ils relèvent du Québec.

C'est cette perspective qui m'a personnellement conduit à préconiser davantage la formule de la souveraineté-association. À mon avis, c'est la seule façon valable et possible, à l'heure actuelle, de conserver les liens économiques que nous avons avec le reste du Canada et ceux du reste du Canada avec nous.

Si on veut sauver quelque chose de valable, à mon sens, il faut faire le partage des choses et isoler l'aspect économique de l'aspect politique et dire au reste du Canada: vous avez besoin d'un gouvernement central assez fort, eh bien gardez-le; mais ce gouvernement-là devra faire des accords un peu particuliers avec le Québec en ce qui concerne la conduite d'un certain nombre de secteurs économiques.

Mais tant que vous demeurez à l'intérieur du système fédéral, intervient évidemment le problème d'avoir une province qui n'est pas égale aux autres. C'est pour cela que, lorsqu'on entre dans cette logique-là, on est obligés de dire que les relations entre le Québec et le reste du Canada ne seront pas les mêmes que celles qui existeront entre l'Ontario et le gouvernement central. C'est ici que se pose la thèse de la souveraineté-association.

Mme Bertrand: Si les autres provinces acceptaient, par exemple, la suggestion du professeur Courchene qui détermine certaines compétences fédérales et certaines autres qui seraient partagées, mais où il y aurait une prépondérance pour les provinces, les provinces seraient libres de l'accepter ou de le refuser. Il y a même un slogan qui dit: «la décentralisation si nécessaire, mais pas nécessairement la décentralisation».

Me Bernard: Si on en arrive à un Canada complètement décentralisé, on pourrait envisager un modèle comme celui-là, mais à mon avis, à ce moment-là, on détruirait le Canada. Pour satisfaire le Québec, on détruirait le Canada. Je ne crois pas que soit légitime, de la part du Québec, de demander au reste du Canada de renoncer à son gouvernement national tout simplement parce que nous, on a besoin du nôtre.

Si le reste du Canada est prêt à y renoncer, à son gouvernement national, c'est une autre question. Mais selon moi, tel que je connais le Canada anglais, il n'est pas prêt à renoncer à son gouvernement national. Et nous, nous ne sommes pas prêts à renoncer au nôtre. Alors, c'est pour cela que des arrangements particuliers sont nécessaires.

Mme Bertrand: Espérons que le miracle va se produire. Je vous remercie.

[Traduction]

You must remember that, for the other nine provinces, the government of the country is the federal government, so that if, as Mr. Rae has said, you transform that government into a *post office*, it cannot really continue to be a national government. In order to have leadership, a country needs a national government.

I believe that the other nine provinces require a fairly centralized Canada. But, it seems that Quebecers do not agree that these powers should be retained by the federal government; they believe that these should be vested in Quebec.

That is what has driven me to support sovereignty-association. I consider that to be, in the present circumstances, the only viable solution, the only one which would preserve the economic link between Quebec and the rest of Canada.

If we want to preserve something worthwhile, I think that we will have to take the situation into account, make a clear distinction between the economic life of the country and the political side of things and say to the rest of Canada: you need a strong central government, preserve the one that is there, bearing in mind that that government will have to make special arrangements with Quebec in a certain number of economic fields.

But as long as you remain within the federal system, you will inevitably run up against the problem of a province that is not equal to the others. That is why once you adopt that line of reasoning, you have to admit that the relationship between Quebec and the rest of Canada will not be the same as that, say, between Ontario and the central government. And that is what underlies the concept of sovereignty-association.

Mrs. Bertrand: If the other provinces accepted Professor Courchene's suggestion concerning a certain number of powers vested in the federal government, alongside a certain number of powers that would be shared with the provinces, with provincial paramountly, provinces would be free to accept or not. That is what some people mean by the slogan: "decentralization if necessary, but not necessarily".

Mr. Bernard: We could envision this type of model if we opted for a complete decentralized Canada, but that would, to my mind, mean the destruction of the nation. We would be destroying Canada in order to meet the requirements of the Province of Quebec. I do not believe that Quebec can legitimately ask the rest of Canada to give up its national government simply because we need to have our own.

Of course, it is something else entirely, if the rest of Canada feels inclined to surrender its national government. From what I know of English Canada, it is not ready to give up its national government. As for Quebec, well, we are not ready to give up ours either. That, of course, is why we will have to come up with some type of special arrangement.

Mrs. Bertrand: Well, we have to hope for a miracle then. Thank you.